



UNION INTERFÉDÉRALE DES AGENTS DE LA FONCTION PUBLIQUE FORCE OUVRIÈRE

46, rue des Petites Écuries - 75010 PARIS

Tél. 01.44.83.65.55

E-mail : contact@fo-fonctionnaires.fr

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

AGENDA « ANTI » SOCIAL

C'est sur fond de remaniement ministériel au lendemain des élections régionales, que le nouveau ministre du travail a tenu la réunion de présentation de l'agenda social pour la fonction publique ce vendredi 26 mars 2010, date prévue il y a plusieurs semaines. Monsieur Woerth a changé de ministère passant du budget au travail mais il a conservé dans ses attributions la fonction publique ; un secrétaire d'Etat étant même nommé à cet effet.

Ce sont là les seules nouveautés car les annonces (où l'absence d'annonce) confirment la volonté du gouvernement de s'attaquer à la fonction publique et aux fonctionnaires. Il poursuit à un rythme soutenu la révision générale des politiques publiques, la réforme territoriale, la loi hôpital patients santé et territoires, avec leur cortège de suppressions d'emplois (non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite), de suppressions de services, de restructurations tout azimut.

Rien sur l'emploi

L'emploi était complètement absent de l'expression ministérielle. Concernant les contractuels, si le ministre se dit prêt à aborder le dossier des non titulaires, il réfute toute « régularisation massive » et tout nouveau plan de titularisations. Il préfère promouvoir une politique de « gestion des ressources humaines » visant à accompagner la loi mobilité adoptée l'année dernière.

Conséquences : plus de précarisation dans les emplois, moins de services publics, plus de dégradation des conditions de travail !

Rien sur les salaires

La politique salariale proposée frise l'anémie. Si M. Woerth annonce une négociation cette année (en juillet !) concernant les années 2011, 2012 et 2013, il poursuit la déconnexion de l'évolution de la valeur du point d'indice de celle des prix. Il privilégie les mesures d'individualisation de la rémunération au travers notamment un régime indemnitaire valorisant le mérite et les résultats (généralisation de la prime de fonction et de résultat, des mesures d'intéressement, etc.).

Conséquences : perte de pouvoir d'achat, recul du statut, individualisation de la rémunération !

Retraites menacées

Le ministre réaffirme la volonté du gouvernement de s'attaquer aux retraites, « aucun sujet n'est tabou ! » : âge légal de la retraite, durée de cotisation, mesures spécifique à la fonction publique... Pour FO l'enjeu est clair, il s'agit de réaliser des économies et de financer les déficits publics.

Conséquences : recul des droits, mise à mal du code des pensions civiles et militaires, remise en cause de la catégorie active, baisse du niveau des pensions !

Dialogue social détourné

Enfin, n'étant pas à une contradiction près, le ministre confirme que la loi portant rénovation du dialogue social qui va mettre en place les accords majoritaires sera utilisée pour supprimer la catégorie active des personnels paramédicaux et instaurer l'intéressement collectif, deux dispositions que les organisations syndicales ont rejeté !

Conséquences : le gouvernement se moque du dialogue social, des organisations syndicales et des personnels.

Force Ouvrière dénonce le contenu de cet agenda dit social qui ne répond en rien aux attentes et revendications des fonctionnaires et agents publics. Force Ouvrière invite le Gouvernement à revoir sa copie sous peine de s'exposer à une détérioration profonde du climat social.

Paris le 29 mars 2010